



Believe in *People*

Position du Groupe PPE

**Adapter l'Europe
au XXI^e siècle**



Position du Groupe PPE

Adapter l'Europe au XXI^e siècle

**cinq éléments pour
une meilleure Europe**



Table des matières

1. Pourquoi avons-nous **besoin de l'Europe** ?
Nous entendons **garantir** notre **mode de vie européen** ... 5
2. Quel est le **moteur** de notre **Groupe** ?
Nous **voulons** une **Europe unie!** 7
3. Quel **type d'Europe** est **nécessaire** ? Nous voulons
une **Europe pour et par nos concitoyens!** 11
4. Dans **quels domaines** l'**Europe**
doit-elle agir en **priorité** ? 15
5. Nous voulons **promouvoir** une **Europe**
de la **jeunesse** et **assurer** un **avenir radieux**
à nos **sociétés** et aux **familles européennes** 23





1. Pourquoi avons-nous **besoin de l'Europe** ? Nous entendons **garantir** notre **mode de vie européen**

Les Européens ont peur de perdre le contrôle et de ne plus avoir leur mot à dire dans leur vie de tous les jours, car ils sont confrontés à des défis sans précédent. Certains de ces défis sont d'origine économique ou technologique : numérisation, mondialisation de l'économie, changement climatique. D'autres sont le produit de forces extérieures : les guerres au Moyen-Orient, l'immigration incontrôlée et le terrorisme, l'agressivité russe menaçant la liberté et la paix, ainsi que le repli sur eux-mêmes des États-Unis d'Amérique. D'autres encore se rencontrent fréquemment dans l'Union : chômage structurel, vieillissement de la population, montée du nationalisme politique et manque de cohésion.

Certains défis requièrent une réponse communautaire tandis que d'autres nécessitent une approche coordonnée entre les États membres. Compte tenu de tous ces défis, l'Europe constitue notre police d'assurance-vie dans un monde en profonde mutation. Sans l'Union, les États membres apparaîtraient affaiblis et soumis aux événements mondiaux. Le vrai patriote doit également être un Européen convaincu.



2. Quel est le **moteur** de notre **Groupe** ? Nous **voulons** une **Europe unie** !

Nous adhérons à l'idée européenne, car nous avons foi dans le peuple européen. En collaborant au cours des 70 dernières années, le peuple européen a connu une période de paix, de liberté et de prospérité économique et sociale que le continent n'avait jamais connue auparavant. Nous sommes bien conscients des inquiétudes des Européens quant à leur emploi, leur salaire, leur pension, leur identité, l'avenir de leur famille bien-aimée, leur souhait de résultats communs et de sécurité individuelle. Nous ne croyons pas à la peur mais aux solutions. Nous défendons le mode de vie européen, synonyme de paix et non d'oppression, de démocratie et non de dictature, de coopération et non d'égoïsme, de sécurité et non de haine et d'espoir plutôt que de crainte. Ces valeurs nous différencient des populistes de droite et de gauche.

Nous sommes guidés par nos expériences communes, nos valeurs judéo-chrétiennes et notre pensée humaniste. Nous sommes, par conséquent, des défenseurs inconditionnels de la dignité humaine, de la démocratie, de la liberté personnelle, de l'égalité, de la justice et de la solidarité. En tant que groupe rassemblant les Démocrates-Chrétiens et ceux qui sont au centre-droit de l'échiquier

politique, nous souhaitons un avenir meilleur pour tous les Européens. Nous voulons une société qui ne néglige personne, où la solidarité est le moteur de la cohésion sociale et inspire des objectifs communs. Nous croyons que chaque personne abrite en elle le potentiel de bâtir la vie qu'elle désire. Au lieu d'essayer de contrôler la vie des citoyens ou d'adopter simplement une attitude de total laissez-faire, nous nous positionnons en faveur de l'esprit d'entreprise, des échanges commerciaux, de l'éducation, de la recherche, de l'innovation, de l'économie de marché et de la responsabilité sociale satisfaisant à des normes de qualité élevée. Nous devons par conséquent aspirer à une Union européenne plus solide et plus approfondie.

Nous sommes en même temps persuadés que l'Union et ses États membres doivent strictement respecter l'état de droit et les principes démocratiques européens. Une attitude conforme à l'éthique et la lutte contre la corruption sont les conditions préalables pour regagner la confiance des citoyens. Nos valeurs exigent le respect des conditions clairement énoncées dans les critères de Copenhague et le traité de Lisbonne, non



seulement lors du processus d'adhésion, mais aussi une fois obtenu le statut d'État membre à part entière. Les États membres doivent satisfaire aux conditions établies, y compris la capacité d'intégration de l'Union prévue dans les critères de Copenhague. Seuls les pays appartenant principalement à l'Europe sur le plan géographique peuvent devenir membres de l'Union. La Turquie ne peut être membre à part entière de l'Union, car son adhésion serait délicate pour l'Union européenne et pour la Turquie elle-même. Nous souhaitons donc que la Turquie fasse partie d'un cercle de partenaires autour de l'Union européenne, rassemblant les pays qui ne peuvent encore adhérer ou n'adhéreront pas à l'Union.

Nous sommes intimement convaincus qu'avec le soutien actif des citoyens, nous pourrons créer

l'Europe à laquelle nous aspirons, une Europe unie, compétitive, juste et active, composée d'États-nations fiers. C'est la raison pour laquelle nous sommes pleinement attachés aux quatre libertés de l'Europe : la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des citoyens. Ces libertés sont non négociables. Elles constituent une condition préalable au maintien de l'unité de l'Europe et à la construction d'un avenir meilleur. Nous n'avons pas besoin d'une Europe faite de murs et de haine. Nous n'acceptons pas qu'un pays prenne uniquement les éléments qui lui conviennent, au détriment des autres. Nous avons au contraire besoin d'une Europe forte et unie, qui nous permettra de relever les défis auxquels nous serons confrontés au cours des prochaines années, tant au niveau local qu'au niveau mondial.





3. Quel **type d'Europe** est **nécessaire** ? Nous voulons une **Europe pour et par nos concitoyens** !

La réponse au vote sur le Brexit ne peut pas être plus ou moins d'Europe ; elle implique une meilleure coopération entre l'Union européenne et ses États membres. L'Union et les nations qui la constituent ne sont pas contradictoires ; elles forment au contraire un tout. L'Union européenne ne peut réussir que si tous ses États membres réussissent et que les deux niveaux collaborent de manière constructive. Cette coopération plus intelligente doit également associer les citoyens. Nos concitoyens doivent davantage avoir leur mot à dire sur l'avenir de l'Europe. L'Union européenne doit devenir **une véritable union des citoyens**.

Nous entendons renforcer la démocratie parlementaire au sein de l'Union, dont le Parlement européen et le Conseil des ministres constituent les deux chambres. Le statut du Conseil doit être adapté en conséquence. Les formations spéciales du Conseil doivent devenir des commissions du Conseil, tenant des réunions

publiques comme un législateur ordinaire. La Commission européenne, en tant qu'organe exécutif, doit se montrer plus proactive dans son rôle de gardienne des traités et de garante de la bonne application des règles de l'Union. Nous souhaitons que le Parlement européen soit le gardien de la démocratie. À cette fin, il doit renforcer sa capacité d'obliger la Commission à prendre des initiatives législatives et d'exercer un contrôle sur celle-ci. Il faut renforcer les options législatives des commissions d'enquête du Parlement européen lorsque les intérêts des citoyens sont en jeu. Pour améliorer les résultats des élections européennes et renforcer l'expression de la volonté des électeurs, nous devons consolider le « Spitzenkandidatenprozess » (processus des candidats têtes de liste) et en faire une pratique permanente. Nous nous prononçons en faveur d'un cadre institutionnel unique pour l'Union, ce qui suppose que la dimension parlementaire de la zone euro doit rester au sein du Parlement européen.

L'UE doit se concentrer sur ses missions principales. L'Union doit apprendre à se tenir en retrait et à agir uniquement lorsque son action présente un intérêt. Les citoyens de l'Union ne veulent pas d'une Europe qui se perde dans les détails, mais d'une Europe qui intervienne dans les domaines où son action peut changer les choses. C'est la raison pour laquelle il nous faut une délimitation claire entre les compétences de l'Union et celles des États au niveau national, de façon à assurer une meilleure application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. L'Europe doit être très ambitieuse sur les grands enjeux, mais plus discrète sur les questions de moindre importance.

Les décideurs doivent pouvoir rendre des comptes. Il faut que les citoyens puissent plus facilement savoir quelle institution est responsable de quelle décision dans le processus d'élaboration des politiques de l'Union. Ils doivent se voir offrir des alternatives politiques claires dans un processus plus politisé. La méthode communautaire, dans laquelle le Conseil vote à la majorité qualifiée et le Parlement européen joue pleinement son rôle de représentant du peuple, est le processus décisionnel le plus efficace et le plus transparent. Le marché intérieur en est la preuve. Il faut mettre un terme aux fréquents blocages au Conseil et au Conseil européen, où certains États membres empêchent la prise de décisions fondamentales et exercent souvent des pressions sur les autres États membres ayant des exigences particulières dans d'autres domaines. Par ailleurs, l'exigence d'unanimité doit devenir

l'exception. Le Conseil devrait recourir au vote à la majorité qualifiée comme le prévoient les traités. L'approche intergouvernementale peut parfois être nécessaire pour démarrer des projets, mais elle doit rester une exception. Une gouvernance efficace au niveau européen est également une condition préalable pour garantir la prise de décisions rapide sans retard excessif. Le nombre de commissaires devrait être réduit, comme le prévoyait initialement le traité de Lisbonne, pour que le collège des commissaires soit plus ciblé et plus efficace, avec des commissaires disposant de portefeuilles véritablement pertinents.

Les décisions de l'Union sont contraignantes. Les décisions prises au niveau européen doivent être mises en œuvre par tous les États membres. L'Union doit être dotée des compétences et de la capacité nécessaires pour garantir la mise en œuvre de la législation qui a été adoptée. Les capacités de mise en œuvre de la Commission européenne doivent être renforcées, avec l'accord et le contrôle du Parlement européen et du Conseil. Le Parlement européen doit davantage se concentrer sur sa fonction de contrôle et sur la mise en œuvre. Pour s'acquitter de ces tâches, nous sommes convaincus que l'Union et les États membres doivent travailler dans un respect mutuel intégral et conformément au principe de coopération sincère et loyale.

L'Europe doit être dirigée «intelligemment» pour se défaire de la bureaucratie excessive. Notre politique consiste à réduire résolument



les lourdeurs administratives et la charge réglementaire, en particulier pour éviter aux PME de devoir se conformer à des règles inutiles. Nous sommes convaincus que les citoyens n'accepteront l'idée européenne que si l'Union évite la réglementation excessive et respecte les compétences des États membres et des régions. Nous nous prononçons donc en faveur d'une évaluation plus indépendante des analyses d'impact et du respect du principe de subsidiarité. Nous entendons créer un conseil de contrôle réglementaire indépendant pour évaluer les lourdeurs administratives et la compétence

législative. Nous estimons par ailleurs que des critères obligatoires relatifs aux PME et aux jeunes pousses constituent un outil essentiel du processus législatif, permettant de garantir que les préoccupations des petites entreprises sont prises en considération.



4. Dans quels domaines l'Europe doit-elle agir en priorité ?

La sécurité dans la liberté et la prospérité dans une économie sociale de marché étaient, sont et restent les deux pierres angulaires de l'intégration européenne. Dans cet esprit, les Pères fondateurs européens, confrontés aux défis majeurs de leur époque, ont transformé l'Europe en une Union de paix et de liberté, tandis que la génération suivante a approfondi l'Union économique et monétaire. L'Europe d'aujourd'hui doit redynamiser cet esprit d'action commune pour offrir au continent sécurité, stabilité et prospérité.

Le projet de paix européen doit être complété par une Union de la sécurité.

À l'heure actuelle, la paix et la liberté en Europe ne sont pas menacées par des guerres entre les États membres. Les menaces actuelles trouvent plutôt leur origine dans les conflits régionaux, la guerre hybride, les conflits asymétriques et le terrorisme international. L'Europe doit devenir une ancre de stabilité dans un monde de moins en moins sûr. L'Union doit donc continuer d'évoluer vers une Union de la sécurité.

Nous voulons une politique étrangère et de sécurité commune ambitieuse.

Pour que l'Union puisse se faire entendre sur la scène internationale, elle doit parler d'une seule voix. C'est la raison pour laquelle une meilleure coordination de la représentation de l'Union et des États membres dans toutes les organisations internationales s'impose et, si cela est possible et opportun, une représentation commune doit être envisagée. Il est fondamental de renforcer la politique étrangère et de sécurité commune pour que l'Union puisse vaincre le terrorisme, apporter la paix, la stabilité et l'ordre dans son voisinage et fixer des limites aux autocraties. Même la création d'un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et d'un corps européen de protection civile suppose le renforcement des capacités militaires. Le Groupe PPE plaide en faveur de la création d'une Union européenne de la défense, grâce à laquelle l'Union serait garante de sa propre défense et facteur de sécurité. Nous voulons une véritable politique européenne de la défense, qui suppose la création d'un quartier général opérationnel permanent, une coopération structurée et l'échange d'informations,



ainsi qu'un groupement tactique de l'Union, prêt à intervenir à tout moment. Nous demandons l'exploitation de tout le potentiel des dispositions du traité de Lisbonne relatives à la sécurité commune. L'Union de la défense doit renforcer notre action extérieure et nos engagements que ce soit dans le cadre des Nations unies, de l'OTAN ou de coalitions de pays volontaires. Une coopération très étroite avec les États-Unis est essentielle pour la sécurité de toute l'Europe. Nous devons rapidement créer cette Union de la sécurité et permettre aux États membres particulièrement exposés à la menace du terrorisme international d'avancer ensemble. Nous sommes donc prêts à accepter une Europe à plusieurs vitesses dans ce domaine, dans le cadre des traités. Notre objectif à long terme est la création de forces armées européennes.

Nous sommes intimement convaincus que la lutte contre le terrorisme est aussi un devoir de l'Union.

La réponse européenne aux récentes attaques terroristes en France, en Belgique, en Allemagne et ailleurs est claire: l'Europe doit rester unie. L'objectif des terroristes, qui veulent voir une Europe terrorisée et paralysée, est un échec. Le Groupe PPE est, et sera, la force politique qui défendra la sécurité de l'Europe. Pour nous, la sécurité de l'Europe est la priorité: une amélioration et un renforcement importants de la coopération et de l'intégration européennes s'imposent, sur le plan de l'échange d'informations par les services répressifs et de renseignement, ainsi que de l'échange de bonnes pratiques en

matière de prévention et de répression de la radicalisation et du terrorisme. Il est essentiel pour nous que les victimes du terrorisme bénéficient d'une attention particulière, que nous leur garantissons des droits adéquats, que nous leur assurions soutien et protection et que la justice préserve leur dignité et leur mémoire, aujourd'hui plus que jamais. Toutes les bases de données européennes utiles doivent être interopérables et accessibles aux agences européennes compétentes, ainsi qu'aux autorités nationales de répression sur le terrain, pour assurer une protection optimale des citoyens et des frontières de l'Union. Parallèlement, nous devons investir dans une technologie de sécurité plus intelligente pour protéger les citoyens, en mettant au point des scanners du visage et en améliorant les systèmes de profilage. En outre, l'Europe a besoin d'un cadre juridique apte à répondre aux diverses menaces terroristes. L'Europe est notre garantie de sécurité et de liberté. Le principe de l'état de droit doit être respecté en toutes circonstances dans notre lutte contre le terrorisme.

Nous devons concentrer tous nos efforts sur un meilleur contrôle de nos frontières.

Le flux des réfugiés et des migrants économiques qui arrivent en Europe a mis à mal notre capacité de réponse aux niveaux européen, national et local. Nous avons toujours soutenu une approche européenne commune pour la protection de nos frontières extérieures. Le corps européen de



garde-frontières et de garde-côtes récemment créé doit être intégralement mis en place et doté des équipements suffisants. Mais nous devons aussi contrôler et réguler le nombre de migrants qui entrent dans l'Union européenne. Après la crise des dernières années, nous devons mettre en place un «mécanisme d'équité» souple et durable, permettant d'assurer un juste partage des responsabilités et la solidarité entre les États membres. L'Union devrait accorder aide et protection en priorité aux réfugiés des pays tiers en crise et des régions voisines de ces pays. Ce devrait être à l'Union européenne de décider qui peut bénéficier d'une protection en Europe. Le système Schengen doit être maintenu et approfondi. L'Union doit mettre à jour sa politique d'asile commune pour protéger efficacement les réfugiés et les personnes persécutées qui peuvent

bénéficier d'une protection selon nos valeurs chrétiennes et humanitaires et rapidement renvoyer chez elles celles qui ne sont pas dans cette situation. De plus, nous devons nous attaquer plus sérieusement aux causes profondes de la migration et contribuer à apporter la paix dans le voisinage méridional de l'Union, à accélérer le développement économique de l'Afrique et à mettre en place des plans destinés à réduire l'instabilité dans ces régions.

L'Union économique et monétaire doit être complétée par une Union de l'innovation.

Nous aurons besoin d'une économie sociale de marché plus juste, source de richesse, d'emplois et d'équité sociale. Dans un monde économique de plus en plus interconnecté et dépendant de l'innovation, nous ne pourrions pas atteindre cet objectif en accumulant les dettes et en prônant l'isolationnisme. Tôt ou tard, la numérisation et la mondialisation balayeraient simplement une grande partie de ce qui nous est cher en Europe. La meilleure incitation à la croissance réside dans des conditions-cadres économiques favorables. C'est pourquoi nous préconisons des réformes structurelles et des investissements ciblés, une fiscalité juste, des accords commerciaux équitables, la restauration de notre rôle de premier plan dans le domaine de l'innovation et l'achèvement du marché unique. Nous sommes également convaincus que le budget de l'Union a besoin d'un système de ressources propres véritables, conformément au rapport Monti sur le financement futur de l'Union.





Nous croyons en des finances solides, au plein emploi et à la prospérité.

Seule une économie compétitive permettra d'accroître les richesses de demain. C'est la mauvaise gestion du passé, et non le pacte de stabilité d'aujourd'hui, qui est à l'origine du chômage des jeunes dans de vastes parties de l'Europe. Nous sommes favorables à la stabilité budgétaire et à la compétitivité, sur la base de réformes structurelles. Des finances solides, le plein emploi et la prospérité ne sont pas des objectifs incompatibles; au contraire, ils ne peuvent être atteints qu'ensemble à long terme. De même, une économie sociale de marché est inconciliable avec les paradis fiscaux et la fraude fiscale. Nous avons besoin de normes justes en matière de fiscalité, au sein de l'Union européenne et au-delà de ses frontières. L'euro est la monnaie de l'Union européenne dans son ensemble. Ce n'est qu'avec un euro stable que nous pourrions assurer la confiance des citoyens en l'ordre économique qui est le nôtre. De plus, nous voulons achever l'union économique et monétaire en renforçant la gouvernance économique dans l'Union européenne et, en particulier, dans la zone euro. Il convient d'envisager un plafonnement des dettes nationales, ainsi que la création d'un cadre pour une procédure de défaut souverain ordonné. Une monnaie solide nécessite une structure cohérente au sein du cadre de l'Union, ainsi qu'un mécanisme efficace permettant d'assurer sa propre stabilité. C'est pourquoi nous sommes attachés au pacte de stabilité, complété par un pacte d'investissement ambitieux en vue de parvenir, à long terme, au plein emploi dans toute l'Europe. Le plan d'investissement stratégique du Président Juncker ne peut constituer qu'un point de départ à

cet égard, en synergie avec le Fonds de cohésion et la politique agricole commune. Nous devons soutenir davantage de projets de ce type. Nous avons besoin de nouveaux investissements alimentés non pas par la dette, mais par les idées. L'Europe n'a pas besoin de paquets de relance non ciblés, mais de mesures d'incitation en faveur de l'investissement à long terme et de conditions adéquates sur le marché des capitaux.

Nous mettons la dimension sociale au cœur de notre économie sociale de marché.

Alors que l'Europe est sortie de la crise économique et financière, un nombre trop élevé de citoyens sont toujours confrontés au chômage. Nous sommes par conséquent convaincus que la définition d'un programme social européen fort doit faire partie de notre modèle économique, et être au cœur des principes de solidarité, de dignité et de justice sociale qui animent le Groupe PPE, afin d'éliminer les causes des inégalités sociales et territoriales en Europe.

Nous croyons au libre-échange en tant que vecteur de prospérité et d'emploi.

La meilleure incitation à l'investissement réside dans des conditions-cadres économiques favorables. Nous préconisons des accords de libre-échange équitables pour que nos concitoyens tirent profit de la mondialisation. Le libre-échange ne consiste pas seulement à abolir les droits de douane, mais aussi à renforcer les normes sociales, la protection des consommateurs et l'économie sociale de marché. Seul un libre-échange équitable permettra de préserver nos

normes sociales, environnementales et technologiques à l'échelle mondiale, tout en améliorant les conditions de vie dans les pays partenaires, par exemple en luttant contre le travail des enfants. Rejeter catégoriquement et d'emblée le libre-échange est économiquement irrationnel et profondément antisocial. L'Europe et ses États membres doivent plutôt se concentrer sur la manière de créer des emplois et d'empêcher la liquidation de nos entreprises. Dans un cas comme dans l'autre, le libre-échange est inévitable. L'Union européenne et ses institutions disposent d'une compétence exclusive pour la politique commerciale commune de l'Union, comme le garantissent les traités. Les États membres ont véritablement leur mot à dire, par l'intermédiaire de leurs gouvernements démocratiquement élus représentés au Conseil. Ils ne devraient pas céder à la tentation à court terme d'introduire de nouveaux acteurs disposant d'un droit de veto pour des raisons purement politiques, car cela rendrait la conclusion de tout nouvel accord commercial pratiquement impossible.

Nous voulons soutenir l'innovation.

Au cours des 500 dernières années, l'Europe a été le centre de créativité du monde. D'importantes innovations mondiales ont vu le jour en Europe. Aujourd'hui, les Google et autres Facebook nous donnent une image différente. L'Europe doit retrouver de l'ambition. Nous avons besoin de nouveaux projets de haut vol, comme le fut Airbus lors de sa création. Ainsi, les citoyens verront que l'Europe n'est pas une agence de réglementation, mais un



vivier d'idées pour une vie meilleure. Nous voulons soutenir l'innovation et faire de la puissance économique de l'Europe une force d'innovation. L'Europe doit garder son rôle de premier plan dans la bio-économie et l'économie circulaire, et retrouver son avance technologique et numérique en créant un espace commun de recherche, d'innovation et de science ouverte, en transformant les résultats de notre recherche scientifique en innovations dans l'économie réelle et en numérisant l'industrie.

L'autonomisation numérique des citoyens et des entreprises doit être une priorité européenne, et les obstacles injustifiés au développement transfrontalier du commerce électronique et à l'accès à la culture doivent être démantelés. L'obtention de résultats tangibles et rapides dépend aussi de nouveaux modèles commerciaux et d'un choix élargi pour les consommateurs dans un marché unique pleinement fonctionnel et intégré. Les règles du marché unique doivent être transposées dans le monde numérique.



Le marché unique numérique, avec ses 510 millions de consommateurs, peut nous permettre d'atteindre notre plein potentiel, faire de l'Europe une pionnière et renforcer sa compétitivité à l'échelle mondiale. Le Groupe PPE est convaincu que la connectivité et, par conséquent, le développement des infrastructures, la stimulation de l'industrie 4.0, la suppression des obstacles au commerce électronique et l'autonomisation numérique des citoyens et des entreprises, en particulier les PME et les jeunes pousses, doivent constituer une priorité pour l'Europe. À cette fin, l'Union doit créer un environnement propice aux investissements, accroître la coordination de la gestion du spectre, développer les compétences et la culture numériques et instaurer la confiance entre l'ensemble des partenaires du monde des données, afin de bâtir une économie compétitive axée sur les données. L'Union doit définir le cadre législatif de la nouvelle économie afin d'éviter une plus grande fragmentation entre les États membres. La mise en œuvre du marché unique numérique et l'union de l'énergie sont essentielles pour atteindre ces objectifs.

En outre, nous souhaitons lancer des projets concrets, comme la reconnaissance vocale, la robotique et l'intelligence artificielle, les supercalculateurs, les communications mobiles 5G et les villes et villages intelligents, afin d'aider l'Europe à déployer son potentiel d'innovation. L'Europe devrait allier ses capacités d'innovation à la créativité. À l'ère du numérique, les technologies de pointe ne suffisent pas, à elles seules, à faire la

différence. Dans un secteur informatique de plus en plus concurrentiel, c'est la capacité des entreprises à transformer la technique en mode de vie qui fait la différence. L'Europe peut devenir un endroit unique au monde pour l'innovation et la créativité.

Parallèlement, l'Europe doit mieux répondre aux grandes questions de recherche de notre époque, telles que la lutte contre le cancer ou les solutions techniques au changement climatique, en mettant en place des projets de pointe. Le budget de l'Union doit être mieux ciblé et réorganisé en conséquence. L'Europe doit davantage investir dans son avenir et consacrer moins de ressources aux structures du passé. Elle doit, de plus en plus, proposer des solutions aux problèmes pressants auxquels l'humanité est confrontée.

Enfin, nous sommes convaincus que l'Europe doit jouer un rôle de premier plan dans la définition d'un nouveau modèle de croissance, fondé sur une économie durable et circulaire pour protéger nos ressources naturelles. La plupart des problèmes environnementaux auxquels nous sommes confrontés ne peuvent être résolus qu'au niveau européen, car la pollution ne connaît pas les frontières. Nous défendons dès lors une approche fondée sur le marché, dans laquelle la politique environnementale européenne est destinée à aider l'industrie à innover et à répondre aux préoccupations des consommateurs, tout en restant compétitive.



5. Nous voulons **promouvoir** une **Europe** de la **jeunesse** et **assurer** un **avenir radieux** à nos **sociétés** et aux **familles européennes**

L'Europe doit devenir un des fers de lance de la justice et de la solidarité intergénérationnelle. Nous nous battons pour assurer un avenir plus radieux aux familles dans tous nos domaines d'action. Une politique socio-économique durable et juste est essentielle pour assurer une vie meilleure à toutes les familles. Nous voulons en outre un échange fructueux d'idées entre les différentes régions européennes sur la manière de répondre aux défis démographiques. À mesure que l'intégration économique, budgétaire et politique progressera, il faudra également adapter notre budget de l'Union, tout en préservant ses orientations de base, à savoir les investissements en faveur de la compétitivité, l'emploi des jeunes et davantage de cohésion entre les États membres.

Dans le même temps, nous devons soutenir une identité européenne pour les générations futures. Il faut qu'un nombre de jeunes aussi important que possible fassent leur propre expérience de l'«Europe». Nous souhaitons mettre en place des projets interactifs originaux et enrichissants, qui susciteront l'intérêt des jeunes pour l'Europe, tels qu'un billet Interrail pour leur 18^e anniversaire. Non seulement ces projets permettront aux jeunes Européens de découvrir la beauté et la diversité de notre continent, mais ils créeront aussi pour les régions et les villes européennes toute une série de nouvelles possibilités de relier leurs projets à l'idée européenne. Nous souhaitons en outre renforcer le programme Erasmus, tant pour les études universitaires que pour la formation



Erasmus



professionnelle. Nous voulons ériger en principe la possibilité pour tous les jeunes de participer au programme Erasmus, quelles que soient leurs origines. Nous voulons soutenir les jeunes entrepreneurs en encourageant les jeunes pousses et PME innovantes à solliciter un financement de l'Union.

Les Européens ne pourront agir ensemble que s'ils sont capables de se comprendre. C'est pourquoi nous souhaitons qu'une partie du budget de l'Union soit consacrée à la promotion des compétences nécessaires à la réussite au XXI^e siècle dans tous les États membres. Chaque enfant doit avoir accès à un enseignement de qualité et la possibilité, sous la responsabilité des États membres, d'apprendre une langue étrangère et d'acquérir des compétences numériques, créatives, analytiques ou critiques de manière plus approfondie qu'aujourd'hui. Le principal atout de l'Europe réside dans son capital humain. En développant pleinement nos compétences, nous donnons aux jeunes Européens la meilleure garantie d'un avenir sûr et plus radieux.

L'Union européenne est à la croisée des chemins, et c'est aujourd'hui, pour nous, un défi collectif et une responsabilité individuelle de tendre la main à chacun de nos concitoyens et de nouer le dialogue avec eux, pour redonner confiance aux Européens et les rendre à nouveau fiers de ce projet unique qu'ils ont construit au cours des dernières décennies, pour la paix et la prospérité de leurs enfants.



**Publié par:**

Groupe PPE au Parlement européen
Service Presse et Communications
Équipe Publications

Éditeur:

Pedro López de Pablo

Responsable:

Greet Gysen

Coordinatrice:

Daniela Bührig

Révision:

Pascaline Raffegau

Adresse:

Parlement européen, 60 rue Wiertz, B-1047 - Bruxelles

Internet:

www.eppgroup.eu

Adresse électronique: epp-publications@ep.europa.eu**Copyright:**

Groupe PPE au Parlement européen

Follow us